
Les extrapreneurs et les entrepreneurs

Krasmer-Mobiank Kipoutou
Institut Supérieur de Gestion, Université Marien Ngouabi

Introduction

Le développement et le sous-développement économique n'avancent pas dans le vide, mais à l'intérieur des institutions entendues comme organisations établies dans un dessein particulier, et comme pratiques devenues un élément acquis du comportement d'une société. Pour le développement, nous avons l'entreprise comme organisation, l'innovation ou la combinaison des facteurs de production comme pratique, le tout mis en œuvre par l'entrepreneur. Pour le sous-développement, nous avons l'extraprise comme organisation, l'externalisation des ressources ou des richesses comme pratique, l'ensemble orchestré par l'extrapreneur qui est animé par l'esprit de son réseau d'appartenance ou de référence, ou l'esprit de son milieu d'origine. La désarticulation entre le monde développé et le monde sous-développé, ou la dérive du monde sous-développé, semble irréversible. Rien, apparemment, ne pointe à l'horizon pour dire le contraire de ce que nous avançons. Et pourtant, le passé est riche de récits ou d'histoires de sociétés qui se surclassaient mutuellement par rapport au développement. Il faut reconnaître que le niveau de développement de leurs forces productives était pratiquement identique. Le processus en cours est totalement inédit à cause, entre autres, de l'inégal développement des forces productives entre pays développés et pays sous-développés. Il permet difficilement aux pays en retard ou sous-développés de le rattraper. Tout se passe comme si les pays, aujourd'hui riches après avoir réussi leur développement, avaient retiré l'échelle qui leur a permis de s'élever, privant les autres pays de la possibilité d'en faire autant. Les pays qui sont le plus souvent cités, soit le Japon qui s'est développé sans aucune ressource naturelle, la Corée du

Sud et les Nouveaux pays industrialisés (NPI), constituent les exceptions qui confirment la règle.

Partant de l'hypothèse que les pays sous-développés ou du tiers-monde n'ont pas d'entrepreneurs mais des extrapreneurs; qu'ils n'ont pas d'entreprises mais des extraprises; qu'ils y pratiquent non pas l'allocation ou la réallocation avantageuse des ressources mais leur externalisation pathologique, la question que nous nous posons est celle de savoir ce que doivent faire ces pays pour qu'un réel processus de développement y voie le jour. Quels sont les préalables que ces derniers

Tout se passe comme si les pays, aujourd'hui riches après avoir réussi leur développement, avaient retiré l'échelle qui leur a permis de s'élever, privant les autres pays de la possibilité d'en faire autant.

doivent remplir ou qui doivent s'y produire pour réduire leur retard de développement ou arrêter tout au moins la dérive dont ils sont victimes, étant donné que l'avance prise par les pays riches

s'avère d'une profondeur abyssale ? Pour répondre à ces questions, nous pouvons céder à la facilité et emprunter des formules toutes faites du genre : pour rattraper leur retard et sortir de la pauvreté, ils doivent entrer dans l'économie de marché, cultiver les vertus du libéralisme et se doter des institutions nécessaires pour adapter leurs cultures propres aux mécanismes du marché et du capitalisme; ou pour sortir, ces pays ou ces peuples, doivent entrer dans la voie du développement tel que l'ont fait les pays du Nord ou encore, ils doivent accepter les valeurs universelles de l'économie d'entreprise : travail, liberté, marché, sans pour autant perdre leur âme ni renoncer à leur identité culturelle. Nous ne serions nullement avancés dans la compréhension de la véritable transition que les pays sous-développés doivent mettre en œuvre pour se sortir du sous-développement ou de la pauvreté.

S'agissant par exemple d'entrer dans l'économie de marché, Samir Amin¹ nous a appris que la croissance

qui peut résulter de l'articulation entre pays du Nord et pays du Sud n'est pas développement mais développement du sous-développement. Dans les faits, le commerce qui s'est développé entre ces groupes de pays a conduit les pays du Sud à la stagnation provoquée par des distorsions institutionnelles, l'appauvrissement progressif et la difformité que l'on désigne aujourd'hui communément sous le nom de sous-développement. L'évolution de ces pays est comparée à une plante qui se trouve entourée par un réseau dense des racines irrésistibles du banyan. Leur évolution n'a pas été arrêtée, mais ils sont détournés, privés de la possibilité de se dresser par eux-mêmes.

Les extrapreneurs sont les agents du sous-développement. Les régions où ne fourmillent que des extrapreneurs ne vont remplir les conditions préalables au développement économique que lorsque ceux-ci vont se transformer en entrepreneurs, les extraprisés en entreprises, l'externalisation pathologique des ressources en réallocation avantageuse des ressources. Par ailleurs, il ne suffit pas de mettre fin aux externalisations pathologiques des ressources pour que le processus de développement démarre effectivement dans ces pays. En mettant un terme aux pratiques des extrapreneurs, ce qui est engagé tout au plus n'est qu'un processus de stabilisation. Or, nous ne sommes pas sans savoir qu'un pays qui n'avance pas recule. Depuis les indépendances, de nombreux pays sous-développés ressemblent à des musées laissés à l'abandon. Il faut donc qu'en parallèle, ou simultanément, soit engagé un processus de valorisation, de création, de diversification et d'augmentation des richesses. Et cela, seuls les entrepreneurs peuvent le faire.

La révolution n'est pas la solution pour mettre un terme aux pratiques des extrapreneurs

Pour que l'Afrique se développe, Olivier Vallée² suggère que les liens entre les partenaires du statu quo soient rompus. Sauf qu'il ne nous dit pas comment cette rupture doit se faire. Certains ont de la sympathie pour les révolutions, telle la Révolution cubaine, pour mettre un terme au sous-développement et rompre avec les partenaires du statu quo. Les résultats économiques de cette révolution sont aujourd'hui bien connus. Comme le dit Jean-Paul Gardinier³, les révolutions politiques ne constituent pas le bon remède. C'est ce que l'Histoire nous a appris depuis l'épo-

que de Jefferson. On ne peut ni les prédire, ni les diriger, ni les contrôler. Elles donnent le pouvoir à qui il ne faudrait pas. Pire, elles aboutissent à l'opposé de leurs promesses. L'héritage le plus durable de la Révolution française, selon Tocqueville⁴, a été la soumission du pays tout entier à une bureaucratie incontrôlée et incontrôlable : la centralisation à Paris de toute la vie politique, intellectuelle, artistique et économique. Les plus grands effets de la Révolution russe furent l'asservissement renouvelé des paysans, la toute puissance de la police secrète et la mise en place d'une bureaucratie rigide, corrompue et étouffante.

Les extrapreneurs sont les agents du sous-développement. Les régions où ne fourmillent que des extrapreneurs ne vont remplir les conditions préalables au développement économique que lorsque ceux-ci vont se transformer en entrepreneurs.

D'autres analystes tablent sur l'esprit d'entreprise. Ils la préfèrent à la révolution. La révolution, selon ces derniers, n'est pas un accomplissement en soi, l'aube d'un jour nouveau. Elle résulte du déclin sénile, de la banqueroute des idées et des institutions, de l'échec du renouvellement. Les révolutions, comme les théories, les valeurs et toutes les réalisations de l'esprit et du travail humain, vieillissent, se raidissent, deviennent obsolètes et se changent en fléaux. Jean-Paul Gardinier, par exemple, nous dit que l'innovation et l'esprit d'entreprise sont aussi nécessaires à la société qu'à l'économie, à l'entreprise qu'au service public. Ils permettent de réaliser la révolution, promise à chaque génération par Thomas Jefferson, parce que l'innovation et l'entreprise ne sont pas des démarches totalisantes mais procèdent au contraire par étapes successives; parce qu'ils ne sont pas programmés à l'avance, mais s'adaptent à telle opportunité et à tel besoin; parce que ce sont des expériences qui disparaissent si elles ne produisent pas les résultats escomptés; parce que ce sont des voies pratiques et non dogmatiques. C'est pour toutes ces raisons qu'ils ont les meilleures chances de donner à une société une économie, une industrie, un service public ou une entreprise les moyens pour un fonctionnement souple et apte au renouvellement⁵. Or, l'agent de l'innovation, qui est animé par l'esprit d'entreprise, c'est l'en-

trepreneur. Autrement dit, sans une acceptation des valeurs qui fondent l'esprit d'entreprise et sans acceptation de l'innovation, les transformations auxquelles nous avons fait allusion ci-dessus ne peuvent voir le jour, et les sociétés sous-développées, qui sont siphonnées par les extrapreneurs, ont peu de chance de se développer.

Que pouvons nous ajouter sur l'esprit d'entreprise ?

Quand ils ne font pas preuve de l'esprit de leur milieu d'origine qui leur fait préférer l'inactivité, la thésaurisation de leur moyen jusqu'à celle de leur personne, ils continuent de fuir vers la fonction publique ou vers les entreprises du secteur privé national ou étranger. Hier, la colonisation les y obligeait en quelque sorte; mais aujourd'hui, cette attitude ne peut s'expliquer que par l'absence de l'esprit d'entreprise ou la peur de s'engager, économiquement parlant, encouragés par les pouvoirs publics qui cèdent le moindre projet d'importance aux entreprises étrangères.

Les rares fois où ils prennent des initiatives, les jeunes « entrepreneurs africains » ou des pays sous-développés, comme leurs aînés, ne font pas preuve d'originalité.

Avec des telles pratiques, l'Angleterre ne se serait pas débarrassée des influences quasi coloniales de l'Espagne, de la France et de la Hollande.

Ces projets ont consisté jusqu'alors à se faire une place dans un secteur informel déjà saturé, ou à importer des procédés ou des technologies qui ont terminé leur cycle de développement en Occident. Avec des telles pratiques, l'Angleterre ne se serait pas débarrassée des influences quasi coloniales de l'Espagne, de la France et de la Hollande. Le renouveau de l'esprit d'entreprise doit notamment s'intéresser au secteur traditionnel dans lequel, depuis la pénétration de l'entreprise, les méthodes d'organisation et les pratiques qui y prévalent sont devenues obsolètes ou caduques. C'est une condition sine qua non pour développer ce secteur et y attirer les jeunes formés qui, pour le moment, le fuient en masse.

La métamorphose des extrapreneurs en entrepreneurs

Sur la transformation des extrapreneurs en entrepreneurs, Werner Sombart⁶ distingue trois classes dans l'évolution économique de l'homme. Chaque classe ou étape correspond à un style ou à un type d'hommes qu'il qualifie respectivement de l'homme pré-capitaliste, de bourgeois vieux style et de l'homme économique moderne. L'extrapreneur n'a pas sa place sur cette échelle, même si certaines caractéristiques le rapprochent de ces hommes. Mais l'externalisation pathologique des ressources à laquelle il se livre l'écarte de cette échelle. Dans les pays sérieux et sans les protections politiques dont il bénéficie, sa place serait en prison. Il serait écarté des affaires pour abus de biens sociaux, pour haute trahison ou pour conflit d'intérêts.

La transformation des extrapreneurs en entrepreneurs est concevable par le fait que leurs positions ne sont pas données une fois pour toutes, mais parce que ceux-ci renouvellent les actes qui les ont créés. J.A. Schumpeter⁷ considère qu'il est possible de passer d'une classe à une autre à condition de lutter contre les pesanteurs, les blocages et les résistances qui vous emprisonnent à votre classe de départ, malgré le temps que cela pourrait prendre. Le passage de la classe des extrapreneurs à celle des entrepreneurs peut-être schématisé dans le tableau 1.

À propos de l'ascension ou du déclin social d'un individu, Schumpeter écrit :

*Laissant de côté le rôle du hasard, il y a l'aptitude à exécuter son rôle social avec plus ou moins de bonheur que les autres membres de la classe, ou bien le bénéfice différentiel tiré des possibilités ouvertes aux membres de la classe, ou encore l'inégale disposition à accomplir ses obligations; mais il y a une autre voie possible particulièrement adaptée au franchissement des barrières de classe : faire autre chose que ce qui est traditionnellement imparti aux membres de sa classe.*⁸

Cette dernière voie est particulièrement mieux adaptée pour la transformation des extrapreneurs en entrepreneurs.

Ils sont rares les Africains ou les habitants des pays sous-développés à emprunter cette voie. François de Closets constate qu'en Afrique en particulier, « nous sommes toujours en présence des employés qui préfèrent être dirigés par des chefs d'entreprises que d'a-

voir à faire au corps électoral »⁹. Pour Tibor Mende, « dans ces pays, nous sommes en présence des adeptes du statu quo qui se battent pour préserver leurs intérêts, en vouant fidélité et culte à ceux qui les aident dans cette voie »¹⁰.

Tableau 1 – La transformation des extrapreneurs en entrepreneurs

Extrapreneurs	→	Entrepreneurs
• Sans base économique	→	• Avec base économique
• Sans éthique, cynique et ou sans compétences	→	• Avec éthique et compétence
• Quête de statut	→	• Intérêt pour les attributions de la fonction d'entrepreneur
• Esprit du réseau d'appartenance ou du milieu d'origine	→	• Esprit d'entreprise
• Externalisation pathologique des ressources ou destruction-destructrice	→	• Réallocation avantageuse des ressources
• Processus dépressif ou de l'éternel recommencement	→	• Processus expansif, créatif croissant et cumulatif
• Avortement du développement, stagnation et régression	→	• Développement soutenu et progrès
• Sous-développement, désarticulation, désarticulation et pauvreté	→	• Développement, croissance, restructuration et abondance.

La métamorphose de l'extrapreneur en entrepreneur devrait se faire en deux étapes. La première, le passage de la classe des extrapreneurs à celle des bourgeois, en acquérant une base économique et en se formant à l'éthique des affaires, à l'éthique des entreprises et au patriotisme. La deuxième étape, le passage de la classe des bourgeois à celle des entrepreneurs, devrait se réaliser en développant des aptitudes à l'innovation ou à l'esprit d'entreprise. Sur cette métamorphose, nous pouvons nous référer à Lawrence Barss¹¹, cité par W.W. Rostow, qui croit que la route de la modernisation a généralement été parcourue en deux étapes. Dans la première, la coalition politique capable de se faire entendre a cherché à obtenir les fruits de la modernisation, mais en fait les intérêts et les attitudes hérités du passé la marquaient encore trop fortement pour qu'elle puisse faire tout ce qu'exigeait la création d'une société moderne. Dans une seconde phase, qu'il appelle phase de transformation, une génération d'hommes qui ne se préoccupent plus simplement d'affirmer l'indépendance nationale, mais qui sont disposés à créer une société moderne de

type urbain. C'est alors que les conditions préalables du démarrage de l'économie sont enfin réunies.

Les prétendus « entrepreneurs africains ou des pays sous-développés » n'ont jusqu'à présent pas emprunté cette voie. Si, lors des indépendances, de nombreux dirigeants de ces pays réussissaient à se faire entendre, les résultats économiques ne les ont pas permis d'affirmer leur position ou leur indépendance. Aujourd'hui, ils ne sont plus écoutés et ne représentent plus rien politiquement, tandis qu'économiquement, nombre de ses dirigeants se maintiennent au pouvoir ou sont comptés parmi les riches du monde en participant au pillage des richesses de leur pays ou en les confisquant par une inégale répartition.

Toujours sur la transformation des extrapreneurs en entrepreneurs, l'apparition des entrepreneurs professionnels reconnus pour leurs seules compétences et qui sont à opposer aux entrepreneurs propriétaires pourrait favoriser l'amélioration de l'allocation des ressources dans les pays sous-développés. Dans le

secteur public, par exemple, au lieu d'avoir recours aux éternels fonctionnaires, militaires et intellectuels, ce serait l'occasion de promouvoir un corps d'entrepreneurs sur la base de leurs compétences – non sur les affinités politiques –, qui disposeraient réellement d'une base économique et ne se contenteraient point du statut.

Cela est inimaginable sans une volonté politique réelle, manifeste, comportant entre autres la lutte contre

les injonctions externes et autres interventions ou ingérences étatiques.

De la métamorphose des extraprises en entreprises

Pour ce qui est de la transformation des extraprises en entreprises et de la création de nouvelles entreprises, elle pourrait emprunter le chemin résumé dans le tableau 2.

Tableau 2 - La transformation des extraprises en entreprises

Extraprises	→	Entreprises
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation non productive et non autonome. 	→	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation productive dotée d'un pouvoir de décision autonome
<ul style="list-style-type: none"> • Mouvement encadré avec fragilité des règles 	→	<ul style="list-style-type: none"> • Mouvement spontané et libre
<ul style="list-style-type: none"> • Structure sociale hiérarchique et pyramidale sans délégation de pouvoir 	→	<ul style="list-style-type: none"> • Structure sociale fonctionnelle avec délégation de pouvoir
<ul style="list-style-type: none"> • Priorité aux lois et pressions externes 	→	<ul style="list-style-type: none"> • Priorité aux stratégies et logiques de l'entreprise

Cinq voies de réforme nous sont proposées par Octave Gélinier¹² aux entreprises-choses ou aux extraprises pour accéder à la gestion dynamique et créatrice :

- simple passage au statut d'entreprise;
- passage au statut d'entreprise avec modification du champ des forces économiques;
- concession et sous-traitance d'activités;
- passage au statut autonome avec système de contrôle par les usagers;
- maintien du statut administratif avec rationalisation du fonctionnement.

Schumpeter¹³ trouve dans la création des entreprises un moyen pour franchir les barrières sociales. Il rapporte que la plupart de leurs dynasties industrielles ne se sont pas formées autrement. Elles ont leur origine dans les milieux artisanaux, ouvriers et même, quoique à un moindre degré et surtout indirectement, dans les milieux paysans. À l'origine de chacune de ces réussites se trouve une décision qui rompt avec la routine de classe. Et pour évoluer avec assurance en dehors de son propre milieu et accomplir ce qui n'a

jamais été tenté auparavant, il faut des qualités particulières.

De l'économie des extrapreneurs vers une économie des entrepreneurs

Enfin, la réallocation avantageuse des ressources serait la conséquence logique de la présence des entrepreneurs et des entreprises, le résultat de l'adoption et de la mise en œuvre des méthodes et des pratiques des entrepreneurs. La confirmation de ces tendances à long terme concrétiserait le passage d'une société d'économie d'extrapreneurs à une société d'entrepreneurs. Cette transformation peut-être schématisée par le tableau 3.

Quant aux secteurs économiques dont les transformations sont attendues comme mesures de la métamorphose des économies des pays sous-développés, ou mesures de la réussite de la transition d'une économie extravertie vers une économie autonome et en voie de développement, nous citerons dans un premier temps le secteur dit traditionnel qui regroupe encore la grande majorité de la population. On ne peut imaginer le

développement de ces pays sans celui de ce secteur. Cela devrait se traduire par la transformation des structures de cette économie et l'intégration dans ces dernières de jeunes gens formés qui, pour le moment, sont happés par la fonction publique quand cela est possible, sinon qui vont allonger les rangs d'un secteur informel déjà saturé.

Le deuxième secteur, que nous citerons dans un second temps, est celui de l'équipement ou de l'industrie qui devrait travailler pour le secteur agricole et traditionnel à la fois comme fournisseur d'équipements et client pour la transformation des produits bruts.

Tableau 3 - La transformation d'une économie d'extrapreneurs en une économie d'entrepreneurs.

Économie d'extrapreneurs	→	Économie d'entrepreneurs
• Économie de rente ou de situation	→	• Économie créatrice de richesses
• Redistribution et externalisation des ressources, prédation des richesses	→	• Rémunération des facteurs de production
• Crise de croissance, dénatura-tion et déstructuration des entreprises	→	• Croissance et développement des entreprises
• Désintégration, déclin et faillite des secteurs économiques	→	• Développement des secteurs économiques
• Chômage, paupérisation et dépendance des populations et des pays	→	• Création d'emplois; épanouissement et libération des hommes et des pays
• Crises cycliques avec des amplitudes de longue durée	→	• Crises cycliques avec des amplitudes de courte durée

Conclusion

Les transformations nécessaires pour mettre un terme à l'externalisation pathologique des ressources requièrent de briser le carcan du marché international, de transférer des ressources du secteur moderne vers le secteur traditionnel, de prendre des mesures protectionnistes pour une période plus ou moins longue et d'instituer des réformes au niveau de nombreuses institutions.

S'agissant des institutions, elles ne valent que ce que valent les hommes qui les animent ou qui portent les valeurs qui les caractérisent. Les extrapreneurs les mettent souvent en mal et peuvent faire échec à celles-ci une fois réformées pour défendre leurs intérêts ou en cherchant à les accroître. Autrement dit, sans une volonté manifeste de tout le monde de les respecter, les extrapreneurs, par exemple, peuvent les utiliser pour réaliser leurs fins inavouables. Sur les mesures protectionnistes à prendre, les pays non occidentaux qui sont parvenus à se développer l'ont fait au prix d'une isolation volontaire plus ou moins prolongée à l'égard du système économique mondial dominé par quelques pays. Le Japon, après la restau-

ration Meiji, bien que pauvre en ressources, s'est industrialisé et s'est développé rapidement en s'isolant contre les influences étrangères indésirables. Certes, aujourd'hui, hormis le fait que les pays développés ne le permettent plus, il n'est pas possible de se replier sur soi-même, de vivre en autarcie, coupé totalement du reste du monde : la multiplication des zones économiques et commerciales, des accords bilatéraux et multilatéraux entre partenaires n'ayant pas le même niveau de développement des forces productives, cette multiplication, disons-nous, ne peut que faire échec à toute envie de repli sur soi des pays sous-développés. D'où la nécessité de corriger les forces du marché, de les plier en faveur des secteurs les plus défavorisés desquels dépend le développement des pays, voire des continents entiers.

Sans aller jusqu'à s'isoler ou à prendre des mesures protectionnistes draconiennes, ces pays gagneraient beaucoup à disposer d'eux-mêmes, selon le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Or, pour la plupart, ces pays sont réduits en marchés captifs, l'aide et les crédits qui leurs sont accordés sont liés. Ils ne peuvent pas non plus disposer en toute indépendance de leurs rentes naturelles parce qu'ils

doivent se plier aux exigences du commerce de traite. Ils pourraient également beaucoup gagner en respectant le principe qui fonde les équilibres économiques entre les nations : établir une égale nécessité de vendre et d'acheter dans toutes sortes de trafics, de façon que seul le désir du profit soit l'âme de tous les marchés, tant chez le vendeur que chez l'acheteur. Boisguilbert¹⁴, qui édicte cette règle, prend bien soin de préciser que la dérogation à cette dernière est la principale cause de la misère publique, entendu que son observation est plus ignorée. La division internationale du travail, entre pays sous-développés et pays développés, les uns réduits à fournir des matières premières et les autres à développer des technologies nouvelles et des produits finis, ne permet pas de respecter ce principe.

Sur le transfert des ressources du secteur moderne vers le secteur traditionnel, les pays occidentaux qui se sont développés n'ont pas utilisé ce dernier secteur comme un réservoir illimité de ressources. Au contraire, ils ont cherché d'abord à améliorer la productivité de ce secteur qui a fini par constituer le principal débouché du secteur industriel naissant. Le grand défaut des économies des pays sous-développés est d'être régulés en tendance, de disposer d'une faible variété ou d'une variété nulle, quelles que soient les catastrophes et les situations auxquelles ils sont confrontés, et cela malgré la nécessité des réformes reconnues et clamées par tout le monde. Au plan du manque d'esprit d'entreprise, par exemple, nos propos peuvent être étayés par ce que ces pays vivent au niveau du marché des matières premières : quel que soit le niveau de baisse des prix des matières premières, de la détérioration des termes de l'échange ou de la dégringolade des cours, la seule réponse de ces pays, ou de certains du moins, est d'augmenter les quantités offertes pour essayer de maintenir stable leur revenu. Une variété plus grande de ces pays et une diversification plus grande de leur économie leur permettraient de limiter leur offre et d'attendre la montée des cours.

Par ailleurs, il est reconnu que les pays qui se sont développés ont bénéficié d'une combinaison exceptionnelle de circonstances. Il faut bien admettre que les forces productives de ces pays étaient bien disposées, en ordre de bataille, pour souquer ferme au moment où cette combinaison se présentait, et pour ne pas rater l'éclairci qui leur était ouverte ou offerte.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pays occidentaux se sont rapidement reconstruits parce qu'ils disposaient des forces productives compétentes, des capacités d'organisation et des techniques nécessaires pour rétablir leur prospérité antérieure. Or, la situation des pays sous-développés est loin d'être similaire à celle de l'Europe à la période évoquée.

Tant que les extrapreneurs seront actifs et majoritaires dans les pays sous-développés, le sous-développement aura encore de nombreux et beaux jours devant lui et aucun développement durable et cumulatif ne sera possible sans leur métamorphose en entrepreneurs et sans celle des extraprisés en entreprises. En effet, développer un pays revient d'abord à développer ses capacités d'entreprendre. À la longue, chaque pays sous-développé ne pourra satisfaire ses aspirations de développement que dans la mesure où il pourra arracher les concessions qu'il désire auprès de ses partenaires, en commençant par celle qui consiste à repenser ses agents et ses structures de développement. Peut-être faudrait-il attendre que se manifeste la volonté et la capacité d'adaptation des pays originaires des extrapreneurs étrangers qui dominent l'économie mondiale et qui ont des intérêts à défendre dans ces pays ?

Notes et références

- ¹ Amin, Samir (1976). *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Paris, Éditions Anthropos. Voir aussi Frank, André Gunder (1970). *Le développement du sous-développement : l'Amérique latine*, Paris, Maspero.
- ² Vallée, Olivier (1992). *Les entrepreneurs africains*, Paris, Syros/Alternatives.
- ³ Gardinier, Jean Paul (1992). *Manifeste pour une économie d'entreprise*, Éditions Lettres du Monde.
- ⁴ Tocqueville, cité par Jean Paul Gardinier, *op. cit.*
- ⁵ Gardinier (1992), *Ibid.*
- ⁶ Sombart, Werner (1966). *Le bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne*, Paris, Petite bibliothèque Payot.
- ⁷ Schumpeter, J.A. (1984). *Impérialisme et classes sociales*, Paris, Flammarion.
- ⁸ Schumpeter (1984), *Ibid.*

-
- ⁹ De Closets, François (1990). *La grande manip*, Paris, Éditions du Seuil.
- ¹⁰ Mende, Tibor (1979). *De l'aide à la recolonisation*, Paris, Éditions du Seuil.
- ¹¹ Barss, Lawrence, cité par W.W. Rostow (1963). *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Éditions du Seuil.
- ¹² Gélienier, Octave (1972). *L'entreprise créatrice*, Puteaux, Éditions Hommes et Techniques.
- ¹³ Schumpeter (1984), *op. cit.*
- ¹⁴ Boisguilbert, cité par Beau, Michel (1981). *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours*, Paris, Seuil, coll. Points.